

SHORT NEWS

Naturparks in der Bilanz

(rg) - Auf Antrag der CSV debattierte am Mittwoch das Chamber-Plenum über die Bilanz der Luxemburger Naturparks, deren Idee in den 1980er Jahren lanciert wurde. Anfangs als Indianerreservate verschrien, wie Marco Schank, Mitbegründer des erst im zweiten Anlauf realisierten Naturpark „Uewersauer“ sich erinnerte, dauerte es etliche Jahre, bis sie sich durchsetzen konnten. Zur Vorbereitung auf die Debatte hatte das Nachhaltigkeits- und Infrastrukturministerium (MDDI) ein Dokument erstellt, das durchaus (selbst-)kritische Elemente bezüglich der eigentlichen Naturparks enthält. Doch der Mouvement écologique, der ebenfalls im Vorfeld der Debatte mit einer Stellungnahme an die Öffentlichkeit getreten war, bemängelt das Fehlen einer übergreifenden Analyse seitens des MDDI und einer „Bilanz der Naturparks auf der Grundlage konkreter Indikatoren einer nachhaltigen Regionalentwicklung“. Für die Umweltgewerkschaft stellen sich in diesem Zusammenhang eine Reihe von Kernfragen, zu deren Beantwortung es zusätzlicher Studien bedarf: Werden die Naturparks dem Anspruch, zentrale Instrumente der Regionalentwicklung zu sein, gerecht? Wie weit können in den Naturparks Eigenarten des ländlichen Raumes gewahrt werden, da sich infolge der Entwicklungen auf dem Wohnungsmarkt auch hier der Druck erhöht hat? Wurden die Ziele einer verbesserten Wirtschaftskraft in den betroffenen Regionen - etwa im Bereich Tourismus - erreicht? Hat sich eine Entwicklung zu größerer Nachhaltigkeit im Bereich der Landwirtschaft herausgebildet? Konnten, im Sinne der Biodiversität, wichtige Tier- und Pflanzenarten und deren Lebensräume erhalten werden? Wie steht es um den Trinkwasserschutz - insbesondere beim Naturpark „Uewersauer“ -, da das Problem der verseuchten Quellen bekanntlich nicht an den Grenzen der Naturparks Halt macht? Und wie weit ist die Idee der Naturparks inzwischen bei den Verantwortungsträgern, aber auch in der Gesamtbevölkerung, im Bewusstsein verankert? Der Meco sieht die Naturparks vor allem als Instrument einer nachhaltigen Regionalentwicklung und fordert, ihre Idee weiter zu entwickeln. Das Ziel müsse sein, „unter Wahrung und Entwicklung der natürlichen und kulturellen Ressourcen, wirtschaftliche, soziale und ökologische Interessen auf einen Nenner zu bringen und die Lebensqualität der EinwohnerInnen zu erhalten und zu stärken“. Die Chamber jedenfalls verabschiedete einstimmig eine Motion, die die Prinzipien einer solchen nachhaltigen Entwicklung in den Naturparks realisiert sehen will. Eine Sprachreglung, die diesen Forderungen sicher nicht widerspricht. Wie weit es allerdings zu einer konkreten Umsetzung der detaillierten Vorstellungen des Meco kommen wird, müssen die neuen Naturpark-Vorhaben, etwa im „Mëllerdall“, erst zeigen.

Journalistes et lanceurs d'alerte : Europe Is Watching You

(lc) - La lutte menée contre une directive européenne concernant le secret des affaires par la journaliste Élise Lucet, rédactrice en chef de « Cash Investigation » sur France 2, n'a pas beaucoup été relayée dans la presse grand-ducale. Et pour cause, non seulement le Luxembourg poursuit un des journalistes de l'émission, Édouard Perrin, mais cette directive permettrait aussi de graver dans le marbre certains des principes de discrétion qui font le bonheur de la place financière. Cette directive instaurerait une protection des secrets d'affaires tellement efficace qu'un scandale tel que Luxleaks ou tel que celui du glyphosate cancérigène de Monsanto aurait été impossible à déceler. L'article 4.2 de la directive précise que ses mesures ne s'appliqueraient pas s'il y a « usage légitime du droit à la liberté d'expression et d'information », mais selon Lucet et le collectif « Informer n'est pas un délit », cela ne va pas assez loin, puisque trop flou. Tout comme les amendements votés le 16 juin au Parlement européen qui prévoient une meilleure protection des journalistes et lanceurs d'alerte. Ainsi, le plus simple serait de supprimer cette directive ou du moins d'en enlever l'article 4.2. En tout cas, le projet de loi sur la transparence des administrations déposé par Xavier Bettel semble avoir anticipé la directive, puisqu'il exclut aussi la divulgation d'« un secret ou une confidentialité protégée par la loi » (woxx 1303 et 1318). Notre premier ministre ferait mieux de s'inspirer du président Hollande, qui a cédé devant la pression des journalistes et a tout simplement retiré une disposition similaire de la loi Macron.

AKTUELL

SAUVER LE CLIMAT

Les CO₂mnambules

Raymond Klein

Concertation sur les positions des pays européens pour aboutir à un accord sur le climat, voilà l'objectif du Luxembourg dans le cadre de sa présidence européenne. Ce sera difficile, et pas suffisant pour autant.

Carole Dieschbourg est optimiste. Lors du point presse sur les résultats du Conseil des ministres de l'Environnement de lundi dernier, elle a multiplié les messages positifs. Les pays de l'Union européenne continuent à émettre moins de CO₂ malgré la croissance retrouvée, les grandes puissances sont en train de revoir leurs positions sur les politiques climatiques et les populations sont plus conscientes que jamais des dangers du réchauffement atmosphérique. Quant à la réunion de Bonn, censée préparer la conférence de Paris en décembre, elle n'a guère fait progresser l'élaboration d'un accord, mais se serait déroulée dans un climat de confiance. « La confiance mutuelle est la base de tout traité futur », a souligné la ministre de l'Environnement.



Un accord à tout prix

Hélas, les raisons de désespérer des discussions en cours ne manquent pas non plus. D'une part, alors que l'objectif d'un accord à Paris devrait être de maintenir l'accroissement de la température moyenne en dessous de deux degrés, de nombreux experts estiment que cela ne sera pas suffisant pour éviter un changement climatique catastrophique. De surcroît, les réductions de CO₂ auxquelles les grandes puissances se sont engagées jusqu'ici ne suffiront même pas pour rester en dessous de deux degrés. Et ce n'est pas la promesse, hautement symbolique mais très floue, du G7 d'atteindre zéro émission avant la fin du siècle qui y changera quelque chose. Enfin, certains critiques estiment que la logique capitaliste - notamment les marchés de permis d'émissions et le recours au capital privé pour les investissements verts - fait obstacle à une lutte efficace contre le changement climatique.

« Le plus important est que tous les pays adhèrent à l'accord qu'on es-

père obtenir à Paris », insiste Carole Dieschbourg, qui y voit surtout « un point de départ » pour aller plus loin. En ce sens, le traité est supposé être dynamique : « Si l'on constate que les engagements ne suffisent pas, on pourra les améliorer, et le développement technologique nous permettra de le faire. » Pour le Luxembourg, qui présidera l'Union européenne, comme pour la France, qui présidera la conférence, la priorité semble être d'obtenir un traité, quel qu'en soit le contenu. Ainsi la ministre verte insiste sur le fait qu'il faut s'accorder sur « des objectifs simples et intelligibles » et qu'il reste à trouver le bon « wording » pour tel ou tel passage du traité. Mais l'idée que cette course au succès à court terme risque de produire un accord instable à moyen terme ne semble pas l'effleurer.

Autre grande absence parmi les priorités énoncées en matière de négociations climatiques, la question du financement de la décarbonisation des pays en voie de développement. Alors que, pour les pays concernés, cette question est cruciale, l'Union européenne semble vouloir la laisser dans le flou. Le fameux « Fonds vert pour le climat » qui devrait mettre cent milliards de dollars par an à leur disposition, consiste pour le moment en des engagements modestes, des promesses vagues et des calculs théoriques sur les capitaux privés qui s'y ajouteraient par effet de levier. Hélas, insister sur les objectifs environnementaux en négligeant les objectifs de justice et de développement permettra peut-être de faire apparaître les pays en voie de développement comme les ennemis du climat. Mais pour obtenir un accord durable, il faudrait avoir le courage de promettre le partage de notre prospérité au nom de la justice Nord-Sud.

Ainsi, en s'accrochant à leurs intérêts égoïstes, en se voilant la face devant les risques d'échec d'un traité bâclé, en persistant dans un libéralisme dogmatique, les représentants des pays du Nord apparaissent comme des somnambules qui tournent en rond alors que le monde court à sa perte.